

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2020)
Heft: 2279

Artikel: La crise sanitaire est aussi économique : le coronavirus change tout...
pour que rien ne change
Autor: Ghelfi, Jean-Pierre
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1024067>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La crise sanitaire est aussi économique

Le coronavirus change tout... pour que rien ne change

Jean-Pierre Ghelfi - 24 mars 2020 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/36259>

Les structures économiques vacillent aussi vite que le coronavirus se propage. Une course contre la montre est engagée à la fois pour sauver des vies et pour ne pas plonger dans une crise profonde. Personne (?) n'aurait imaginé qu'un tel enchaînement d'événements puisse se produire en si peu de temps et chambouler nos existences.

La mondialisation est passée par là. Elle a permis au coronavirus de se répandre dans le monde entier en quelques semaines et tout aussi rapidement de freiner la vie économique.

D'un côté, pour ne prendre qu'elles, les compagnies aériennes transportent quelque 4 milliards de personnes par année (équivalant à la moitié de la population mondiale). D'un autre côté, le commerce international ne cesse de croître depuis quelques décennies. Les entreprises s'échangent en continu leur production. Enfermer les personnes pour limiter la progression de la pandémie entraîne forcément un ralentissement, voire l'arrêt d'un grand nombre d'activités commerciales.

On se trouve dans la position d'un spectateur durant la pause d'un événement sportif, qui a assisté en première partie, quand tout allait bien, à

une belle débauche d'énergie, mais qui ne sait si la partie pourra reprendre. Dans quel état seront les sportifs, auront-ils encore le cœur à l'ouvrage, ou le match sera-t-il interrompu parce que trop de joueurs seront à l'infirmerie?

La théorie de l'hélicoptère

Les modèles antérieurs sont bousculés. Les prévisions économiques qui annonçaient, à la virgule près, que la croissance serait de tel pourcentage dans tel pays ne sont plus que maculature. Nonobstant ces faits, le [Seco](#) et d'autres présentent déjà des projections qui intégreraient les conséquences de la pandémie, alors qu'on ne sait pas quelles en seront les conséquences effectives dans le pays et ses répercussions sur les échanges internationaux. Bien évidemment, les estimations fournies résultent de modèles mathématiques élaborés sur la base des expériences passées. Elles partent aussi de l'idée que la tempête actuelle sera de courte durée, et que demain sera comme hier, *business as usual*.

Au moins une donnée sera différente. Les pouvoirs publics n'ont pas pour habitude d'intervenir dans la vie économique. Pourtant, les uns après les autres font savoir qu'ils sont prêts à engager des centaines de milliards, voire

des milliers de milliards (42 milliards en Suisse) pour éviter l'explosion du chômage et les fermetures d'entreprises. Sont prévus des reports de paiements d'impôts et de cotisations sociales, des cautionnements, des crédits, voire, aux Etats-Unis, la distribution d'argent directement aux personnes (théorie dite de l'hélicoptère). Tout d'un coup, des sommes faramineuses deviennent disponibles alors que, il n'y a pas si longtemps, on tergiversait pour quelques misérables millions de francs!

Subitement, nous avons changé d'échelle. Pas tant pour les toutes petites entreprises du commerce de détail, de la restauration, du tourisme et des activités culturelles. Mais surtout pour les sociétés plus importantes qui participent de près ou de loin au grand jeu du commerce international et que la mondialisation a rendues interdépendantes. Les flux tendus (le *just in time*) sont l'expression d'une mécanique bien huilée, tout comme les «*produits dérivés*» qui se présentaient comme une gestion optimale de l'épargne — si optimale qu'ils ont provoqué la grande crise financière de 2008.

Relocaliser?

La pandémie du coronavirus nous révèle la fragilité de

l'économie contemporaine. La crise actuelle se déroule dans une [économie-monde](#) différente de celle du début du siècle. Au cours des 20 dernières années, les chaînes de production sont devenues si intriquées que plus aucun pays ne produit plus rien tout seul. Tous ont besoin des autres. La mondialisation est devenue une réalité globale, aboutissement d'un processus séculaire d'échanges marchands et de division du travail toujours plus accentuée.

Faut-il revenir en arrière, relocaliser les activités qui au fil des décennies ont migré? Est-ce possible? En l'absence d'analyses portant sur les délais, les coûts, les moyens techniques à mobiliser et surtout sur les compétences humaines nécessaires à un retour aux origines, le doute est permis. Des relocalisations sont concevables dans le domaine de l'alimentation. Elles ne sont en revanche pas évidentes pour la plupart des équipements, appareils et instruments de notre vie privée et professionnelle. Qui aurait imaginé il y a encore quelques semaines que les masques, aujourd'hui si recherchés, mais dont la production ne présente pas un intérêt majeur, était devenue une quasi-exclusivité chinoise? Ou que 80% des principes actifs des médicaments étaient mis en boîte dans l'Empire du Milieu – la Chine n'a-t-elle jamais si bien porté ce nom?

Autre conséquence des incertitudes du moment, [les bourses ont dévié](#). Spectaculairement nous dit-on,

graphes à l'appui. La baisse intervenue serait même plus importante que celle enregistrée lors de la crise financière de 2008. Depuis, les indices boursiers, partout dans le monde, n'ont cessé de franchir des plus hauts, entendez des niveaux qu'ils n'avaient jamais atteints auparavant. Partant de plus haut, il n'est pas surprenant que les chutes soient impressionnantes. Mais les niveaux des cours conservent encore, du moins pour le moment, une confortable marge par rapport à ceux de 2008.

New York Times, 21.03.2020

Boeing demande à être renfloué à hauteur de 60 milliards de dollars – c'est très exactement le montant que la société a distribué à ses actionnaires depuis 2013, soit 17,4 milliards sous forme de dividendes et 43,1 milliards pour racheter ses propres actions.

Faut-il s'émouvoir du fait que de grandes sociétés perdent en quelques jours 20%, 30%, 40% de leur capitalisation boursière? Ou n'est-ce pas plutôt une juste et nécessaire correction de hausses antérieures qui ne reposaient souvent pas sur de réelles valeurs ajoutées? L'emballlement spéculatif de ces dernières années a été favorisé par une abondance de liquidités disponibles quasi gratuitement grâce à des taux d'intérêt proches de 0%. Et les cours de beaucoup de sociétés ont été dopés par des programmes de rachats de leurs propres actions avec le

but avoué de favoriser la hausse de leur cours...

Les entreprises zombies

Cet argent facile a aussi conduit des investisseurs à financer des entreprises-zombies – selon la terminologie américaine – incapables de couvrir leurs coûts de fonctionnement, mais laissant entrevoir d'intéressants gains spéculatifs. Uber par exemple a (ou du moins avait) une capitalisation boursière de plusieurs dizaines de milliards, sans jamais avoir dégagé le moindre bénéfice. Cette société n'en est pas moins parvenue à emprunter toujours davantage pour continuer à se développer. De telles entreprises, beaucoup plus nombreuses qu'on ne l'imagine, sont évidemment d'une grande fragilité. Les investisseurs ont des raisons de s'inquiéter lorsque se produit un recul des activités comme c'est le cas actuellement. Efficacité des marchés? Comportement rationnel des acteurs? Ou plutôt mauvaise prise en compte des incertitudes et des anticipations?

Il faut rappeler ici que la doctrine économique dominante n'attache que peu d'importance à deux caractéristiques centrales de la vie économique (de la vie en général): les incertitudes et les anticipations. Le néolibéralisme repose sur trois concepts fondamentaux: les agents économiques ont toujours des comportements rationnels, les marchés sont efficaces et les prix intègrent

toutes les informations disponibles. Toute intervention extérieure ne peut donc que perturber le fonctionnement de cette belle mécanique.

La réalité est bien différente. Les structures économiques se modifient constamment. Ce qui était valable hier ne l'est plus aujourd'hui et le sera encore moins demain. Le monde est donc plein d'incertitudes qui conduisent les gens à constamment anticiper, c'est-à-dire à faire des paris qui peuvent être gagnants, mais aussi perdants.

Dans le contexte actuel, les mesures prises par les pouvoirs

publics sont justifiées. Pas de doute. Mais que penser de celles annoncées par les banques centrales qui se sont engagées à mettre elles aussi des milliers de milliards de dollars pour rassurer les «investisseurs» et les bourses? Pourtant la crise actuelle n'a rien de commun avec celle de 2008. Le problème, alors, était d'éviter un effet domino à la suite de la faillite de [Lehman-Brothers](#). Le mal était circonscrit au secteur financier. Les banques centrales étaient en mesure de fournir les soutiens nécessaires.

Il n'empêche. Ce même secteur

est aujourd'hui également l'objet de toutes les attentions. Les banques centrales se mettent à nouveau en quatre pour le rassurer et veiller à ce que les affaires et les spéculations puissent continuer de se dérouler, la parenthèse coronavirus étant close, comme si rien ne s'était passé.

C'est probablement le principal enseignement que l'on peut tirer des événements actuels. Le monde, par quelque bout qu'on l'envisage, a laissé la finance prendre le dessus. Ce n'est pas demain la veille que la situation changera. Surtout si l'on fait tout pour qu'elle ne change pas.

Assainir les bâtiments non seulement ici, mais aussi dans de grands pays

La Suisse pourrait devenir un modèle dans l'immobilier et en démultiplier l'effet par la coopération internationale

Jean-Daniel Delley - 29 mars 2020 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/36278>

L'urgence absolue que nous impose la pandémie ne doit pas occulter celle que représente le réchauffement climatique. Si les effets dévastateurs du second nous paraissent plus éloignés dans le temps, les actions à mener pour y faire face relèvent tout autant de l'urgence.

En matière d'émissions de CO₂, la Suisse n'est certes qu'un acteur marginal: moins de 0,1% du total des émissions mondiales. Cet état de fait ne

justifie pourtant pas l'inaction ([DP 2278](#)). Si l'on tient compte des [émissions dispersées à l'étranger](#) dans le processus de fabrication des produits que nous importons, cette part augmente d'au moins 50% mais reste toujours de peu d'importance.

Comment la Suisse, au-delà de ses devoirs domestiques, peut-elle influencer le volume des émissions de la planète, notamment celles des principaux émetteurs comme la

Chine, l'Inde et les Etats-Unis? Une [contribution](#) de *foraus*, le *think tank* suisse de politique étrangère, tente de répondre à cette question.

Dans ces pays, seules des technologies bon marché sont susceptibles de contribuer de manière significative à une réduction des émissions. A titre d'exemple, l'auteur mentionne le soutien massif à l'énergie solaire au cours des 20 dernières années. La réduction des coûts qui en a résulté a